



# DÉCISIONS

\*\*\*

## CONSEIL MUNICIPAL DU

### 14 JUIN 2018

**Adresser toute correspondance  
à Monsieur le Maire  
Hôtel de Ville de Noisy-le-Sec**

Place du Maréchal-Foch  
93134 Noisy-le-Sec Cedex  
Tél. 01 49 42 66 00  
Fax : 01 48 43 70 96

[www.noisylesec.fr](http://www.noisylesec.fr)





DM18_32	20-mars	Approbation de la convention d'honoraires conclue avec le cabinet Loiré-Henochsberg AARPI -(recours en appel jugement n° 1608348) du 23 novembre 2017
DM18_33	27/03/2018	Procédure adaptée 2017/4634 -Régie publicitaire pour la commercialisation d'espaces publicitaires dans le journal municipal et l'agenda de la ville de Noisy-le-Sec approbation du contrat conclu avec Cithéa
DM18_34	14/03/2018	Approbation de la convention de soutien à l'édition passée entre Liv SCHULMAN l'artiste et la Ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain
DM18_35	19/03/2018	Approbation de la convention de production et de présentation d'œuvres passée entre Laëtitia Badaut Haussmann et la Ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain (Exposition : "Une Maison de pierre, une maison de poussière,...")
DM18_36	29/03/2018	Approbation du contrat de location-entretien avec Néopost et du contrat d'utilisation d'une machine à affranchir avec la Poste
DM18_37	30/03/2018	Travaux d'entretien et amélioration des éclairages publics - Approbation de l'avenant n° 3 au contrat signé avec la société INEO INFRASTRUCTURE IDF
DM18_38	21/03/2018	Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre Eric de Thoisy et la Ville pour La Galerie centre d'art contemporain (Exposition : « La langue de ma bouche »)
DM18_39	04/04/2018	Sollicitation du fonds de soutien à l'investissement public local - travaux d'aménagements dans le cadre du dédoublement de classes en CP
DM18_40	04/04/2018	Sollicitation du fonds de soutien à l'investissement public local - travaux de mise en place d'une structure préfabriquée à Langevin
DM18_41	04/04/2018	Sollicitation du fonds de soutien à l'investissement public local - travaux Renoir
DM18_42	11/03/2018	Sous-régie d'avances pour le fonctionnement des centres de vacances - Modification de la liste des centres
DM18_43	11/04/2018	Approbation du contrat de cession passé entre l'Association "Les Grooms" et la Ville de Noisy-le-Sec (Fête de la Musique)
DM18_44	09/04/2018	Approbation de la convention de cession de droits d'auteurs passée entre Marie PROYART et la Ville pour la Galerie, Centre d'Art Contemporain (exposition : "Mains, Sorts et Papiers")
DM18_45	09/04/2018	Demande de subvention annuelle de 25 000 € auprès de la Région Ile-de-France pour la conduite du projet Art et Culture de La Galerie, Centre d'Art Contemporain de Noisy-le-Sec pour l'année 2018
DM18_46	04/04/2018	Demande subvention annuelle de 85 000 € auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Ile-de-France pour la conduite du projet artistique et culturel de La Galerie, Centre d'Art Contemporain de Noisy-le-Sec pour l'année 2018
DM18_47	23/04/2018	Approbation de l'avenant à la convention de production et présentation d'œuvre passée entre Sébastien REMY et la Ville pour la Galerie centre d'art contemporain (Exposition : « Une maison de poussière, une maison de pierre, une maison de ... »)

DM18_48	17/05/2018	Marché Public n° 2017/4632 Travaux de désamiantage et démolition des 2 écoles maternelles existantes - lot 1 : désamiantage et démolition des 2 écoles maternelles existantes approbation de l'avenant 1 au contrat signé avec la société Eccodec
DM18_49	03/05/2018	Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre Juliette POLLET et la Ville pour La Galerie centre d'art contemporain (Exposition : « Mains, Sorts et Papiers »)
DM18_50	03/05/2018	Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre Wagner MORALES et la Ville pour La Galerie centre d'art contemporain (Exposition : « Mains, Sorts et Papiers »)
DM18_51	03/05/2018	Approbation de la convention de production d'œuvre passée entre l'Association DEBRIDES et la Ville pour la Galerie centre d'art contemporain « Et sait on jamais dans une obscurité pareille ? Édition de 24h »
DM18_52	03/05/2018	Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre Pierre-Nicolas BOUNAKOFF et la Ville pour La Galerie centre d'art contemporain (Exposition : « Mains, Sorts et Papiers »)

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 21/03/2018

Reçu en préfecture le 21/03/2018

Affiché le

ID : 093-219300530-20180320-DM18\_32-AI

N° DM18-32  
SLO

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### Approbation de la convention d'honoraires conclue Avec Le cabinet Loiré-Henochsberg AARPI

Recours en appel  
Jugement n°1608348 du 23 novembre 2017

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du conseil municipal n°2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au maire par le conseil municipal,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction de Madame Harenger, 6<sup>ème</sup> adjoint au Maire et notamment son article 2,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et notamment son article 27,

Considérant la nécessité d'être représenté à l'occasion du recours en appel intenté par M. J.P. Lefebvre contre un jugement n°1608348 du 23 novembre 2017 du tribunal administratif de Montreuil,

#### DECIDE

**Article 1 :** De signer la convention d'honoraires avec Le cabinet Loiré-Henochsberg AARPI, sis 3, boulevard du Palais 75004 PARIS ,

**Article 2:** Pour l'exécution de la mission, les honoraires sont fixés en application des prix unitaires suivants :

1- **mémoire en défense : 1 000 € H.T. ( 1 200 € T.T.C)**

2- **mémoire complémentaire**, sur demande expresse de la ville : **350 € H.T. (420 € T.T.C.)**

3- **participation à l'audience**, sur demande expresse de la ville : **350 € H.T. (420 € T.T.C.)**

Dans le cas où cette affaire serait jointe à l'affaire n°16VE02485 pour laquelle l'Avocat intervient également, et donnerait lieu à une audience commune : **100 € HT (120 € TTC).**

**Article 3 :** Ce montant inclut tous frais de déplacement, tous échanges téléphoniques et par courriel avec la Ville pour préparer l'audience, la préparation et l'envoi d'un compte rendu de l'audience.

**Article 4:** La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours,

**Article 5:** Copie de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny et M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le 20/03/2018

P<sup>o</sup>/M. Le Maire, Laurent RIVOIRE  
L'Adjointe au Maire chargée de la  
commande publique

Mme Marie-Rose HARENGER

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

**DECISION DU MAIRE**

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

**Procédure adaptée N° 2017 / 4634**  
**Régie publicitaire pour la commercialisation d'espaces publicitaires**  
**dans le journal municipal et l'agenda de la ville de Noisy-le-Sec**  
**Approbation du contrat conclu avec Cithéa**

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du conseil municipal n°2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au maire par le conseil municipal,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction de Madame Harenger, 6<sup>ème</sup> adjoint au Maire et notamment son article 2,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et notamment son article 27,

Considérant la nécessité d'une régie publicitaire pour la commercialisation d'espaces publicitaires dans le journal municipal et l'agenda de la ville de Noisy-le-Sec, suite à une mise en concurrence,

**DECIDE**

**Article 1** : De signer le contrat avec Cithéa, sise 178, Quai Louis Blériot à Paris (75016),

**Article 2** : Le prestataire se rémunère exclusivement sur les recettes publicitaires. Il ne percevra aucune rémunération ni aucune indemnité de la ville en cas de déficit.

**Article 3** : Le marché est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la notification du marché. Le marché peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 2 ans.

**Article 4** : Le contrat prendra effet à compter de sa notification au titulaire du marché.

**Article 5** : La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours,

**Article 6** : Copie de la présente décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny et M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le 27/03/2018

P<sup>o</sup>/M. Le Maire, Laurent RIVOIRE  
L'Adjointe au Maire chargée de la  
commande publique

Mme Marie-Rose HARENGER



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 28/03/2018

Reçu en préfecture le 28/03/2018

Affiché le

ID : 093-219300530-20180314-DM18\_34-CC

N° 18 34  
SLO

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

**Approbation de la convention de soutien à l'édition passée entre Liv SCHULMAN l'artiste et la Ville pour La Galerie centre d'art contemporain,**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant, la présente convention de soutien à l'édition par La Galerie centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec,

Considérant, qu'un projet de publication monographique consacrée à l'artiste Liv Schulman a été initié par la Galerie, cac de Noisy-le-Sec, suite à la résidence de celle-ci de septembre 2016 à avril 2017 ainsi que celle menée au Centre d'art contemporain du parc Saint-Léger à Pougues-les-Eaux de septembre 2017 à novembre 2017,

Considérant, que La Galerie, centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec, s'associe au centre d'art contemporain du parc Saint-Léger à Pougues-les-Eaux pour la production de cette publication.

Considérant, que le Rond Point Project est l'éditeur de cette publication, que la coordination du projet de publication est assurée par le Centre d'art contemporain du parc Saint-Léger à Pougues-les-Eaux,

Considérant, que la parution de la publication est prévue en mai 2018.

Considérant, que l'artiste s'engage à donner à La Galerie, centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec, 40 exemplaires de la publication,

### DECIDE

**Article 1 :** Approuve la convention de soutien à l'édition passée entre l'artiste Liv et la Ville pour La Galerie centre d'art contemporain relative à :

- Frais de réalisation plafonnés à 1500 € TTC (Mille cinq cent euros toutes taxes comprises).

**Article 2 :** Dit que la convention est passée pour la date du 9 février 2018 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

**Article 3 :** Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 322.

**Article 4 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5 :** La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec le 14 mars 2018,

P<sup>o</sup> le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 <sup>e</sup> CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 28/03/2018

Reçu en préfecture le 28/03/2018

Affiché le

ID : 093-219300530-20180319-DM18\_35-CC

N° 18 35  
SLO

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

**Approbation de la convention de production et de présentation d'œuvres passée entre Laëtitia Badaut Haussmann et la Ville pour la Galerie centre d'art contemporain (Exposition : «une maison de pierre, une maison de, »)**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de l'artiste de s'engager à concevoir, à réaliser et mettre en espace une œuvre correspondant aux caractéristiques suivantes :

- Un ensemble de luminaires intitulés Scenius, 2018, en coproduction avec le Centre national des arts plastiques (cnap).

Cette commande fera l'objet d'un contrat spécifique entre le Centre national des arts plastiques et Laëtitia Badaut Haussmann.

Considérant, que l'œuvre devra être installée pour le 18 mai 2018 et jusqu'en décembre 2018,

### DECIDE

**Article 1** : Approuve la convention de production et de présentation d'œuvre passée avec et Laëtitia Badaut Haussmann. 10 ter, Rue Bisson – 75020 Paris, relative à :

- Frais de réalisation prise en charge par le Centre national des arts plastiques.
- Rémunération artistique complémentaire : 1345.80€ net € (Mille trois cent quarante cinq euros et quatre vingt centimes net).
- Droits de représentation et de reproduction d'un montant de 448.60€ net (Quatre cent quarante huit euros net), déduction faite des cotisations sociales.

**Article 2** : Dit que la convention est passée pour la date du 26 janvier 2018 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

**Article 3** : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5** : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 19 mars 2018

P/o le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY





DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Envoyé en préfecture le 04/04/2018

Reçu en préfecture le 04/04/2018

Affiché le

ID : 093-219300530-20180329-DM18\_36-CC

DM 18\_36

SLO

### **APPROBATION DU CONTRAT DE LOCATION-ENTRETIEN PASSE ENTRE NEOPOST ET LA VILLE ET APPROBATION DU CONTRAT D'UTILISATION D'UNE MACHINE A AFFRANCHIR PASSE ENTRE LA POSTE ET LA VILLE**

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en son article L 2122-22,

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2014/14-04-01 en date du 14 avril 2014 portant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu les propositions de contrat de location-entretien présentée par la Société NEOPOST et de contrat d'utilisation d'une machine à affranchir présentée par la Poste,

### **DECIDE**

Article 1<sup>er</sup> : Approuve les contrats passés avec NEOPOST, 7 rue Henri Becquerel CS30129 92565 RUEIL-MALMAISON CEDEX et LA POSTE, 3 avenue du centre CS20294 GUYANCOURT 78053 SAINT QUENTIN EN YVELINES CEDEX, pour un montant de 1200 € HT par an.

Article 2 : Précise que les contrats sont passés pour une durée de 4 (quatre) ans.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée, chapitre 011, rubrique 0200, nature 6156.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : Monsieur le Directeur général des services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera transmise au Préfet de la Seine Saint Denis, au Receveur Municipal de Rosny-sous-Bois, à Néopost et à la Poste et sera inscrite au registre des actes de la mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 29 mars 2018

Laurent RIVOIRE

Maire de Noisy-le-Sec  
Vice Président de la Communauté  
D'agglomération Est-Ensemble



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 30/03/2018  
Reçu en préfecture le 30/03/2018  
Affiché le  
ID : 093-219300530-20180330-DM18\_37-CC

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

**Marché public N° 2014/4518**

### TRAVAUX D'ENTRETIEN ET AMELIORATION DES ECLAIRAGES PUBLICS Approbation de l'avenant n°3 au contrat signé avec la société INEO INFRASTRUCTURE IDF

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du conseil municipal n°2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au maire par le conseil municipal,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction au 6ème adjoint au Maire, et notamment son article 3,

Vu la décision n°14-147 en date du 10 juillet 2014 de conclure un marché public de travaux et d'amélioration des éclairages publics avec la société INEO INFRASTRUCTURE IDF,

Vu la décision n°16-28 en date du 21 mars 2016 de conclure un avenant 1 de modification de la formule de révision des prix,

Vu la décision n°18-01 en date du 22 décembre 2017 afin de conclure un avenant 2 de prolongation au marché de travaux et d'amélioration des éclairages publics,

Vu le Code des marchés publics en vigueur lors de la conclusion du marché, et notamment son article 20,

Considérant la nécessité de prolonger la durée du marché de 3 mois afin de permettre la continuité du service public dans l'attente de la conclusion d'un nouveau marché suite à une mise en concurrence,

### DECIDE

**Article 1** : De signer l'avenant n°3 au contrat avec la société INEO INFRASTRUCTURE IDF, Agence Nord-est, sise 76 Rue Baudin à Noisy-le-Sec (93130),

**Article 2** : Que l'objet de l'avenant est de prolonger la durée du marché de 3 mois, portant ainsi sa date d'échéance au 30 juin 2018,

**Article 3** : Que l'avenant prendra effet à compter de sa notification à la société INEO INFRASTRUCTURE IDF

**Article 4** : Ampliation de la présente Décision sera adressée à :  
M. le Préfet de Bobigny et M. le comptable de Rosny-Sous-Bois et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le 30/03/2018.

P°/Monsieur le Maire,  
Et par délégation,

Mme Marie-Rose HARENGER



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 03/04/2018

Reçu en préfecture le 03/04/2018

Affiché le

ID : 093-219300530-20180321-DM18\_38-AI

N° 18 38  
SLO

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre Eric de Thoisy et la Ville pour La Galerie centre d'art contemporain (Exposition : « La langue de ma bouche »)

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant, La Galerie, centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec, commande à l'auteur un texte « Architecture et numérique : redite d'une histoire genrée ou émergence de spatialités queer ? » et sa présentation orale,

Considérant, que l'écriture du texte et sa présentation orale devra être réalisée pour le centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec, La Galerie, pour le 17 mars 2018,

### DECIDE

**Article 1** : Approuve la convention de cession de droits d'auteur passée avec Eric de Thoisy, demeurant sis, 13, rue des Fêtes, 75019 Paris, relative à :

- Droits d'auteur 270 euros net (Deux cent soixante dix euros net)

**Article 2** : Dit que la convention est passée pour la date du 16 mars 2018 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

**Article 3** : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 322.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5** : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 21 mars 2018

P/° le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 <sup>e</sup> CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 04/04/2018

Reçu en préfecture le 04/04/2018

Affiché le

ID : 093-219300530-20180404-DM18\_39-AI

N° 0718\_39

SLO

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### SOLLICITATION DU FONDS DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT PUBLIC LOCAL

Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.2122-22 et L.2212-2,

Vu la délibération du conseil municipal n°2017/06.01 du 22 juin 2017 portant délégation de pouvoirs au Maire par le conseil municipal,

Vu la délibération du conseil municipal n°2017/06.02 du 22 juin 2017 relative aux limites fixées aux pouvoirs délégués par le conseil municipal au Maire en matière financière,

Considérant la volonté de la Municipalité de réaliser des travaux dans le cadre du dédoublement de classes de CP situées en zone REP,

Considérant qu'il y a lieu de solliciter le fonds de soutien à l'investissement public local

### DECIDE

Article 1er : Demander la sollicitation du Fonds de Soutien à l'Investissement Public Local à hauteur de 56 225 € pour réaliser les travaux d'aménagements dans le cadre du dédoublement de classes en CP situées en zone REP.

Article 2 : Signer tout acte et convention nécessaires à la demande de subvention et à son versement ainsi que tout acte et convention nécessaires à la mise en œuvre de ce projet.

Article 3 : Les recettes correspondantes à la subvention seront inscrites au budget de la commune.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente décision.

Article 5 : La Direction Générale est chargée de l'exécution de la présente décision dont copie sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le

- 4 AVR. 2018

Monsieur Le Maire, Laurent RIVOIRE  
Vice-Président de la Métropole Grand Paris





DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 <sup>e</sup> CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 04/04/2018

Reçu en préfecture le 04/04/2018

Affiché le

ID : 093-219300530-20180404-DM18\_40-AI

N° 2018-40

SLO

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### SOLLICITATION DU FONDS DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT PUBLIC LOCAL

Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.2122-22 et L.2121-2,

Vu la délibération du conseil municipal n°2017/06.01 du 22 juin 2017 portant délégation de pouvoirs au Maire par le conseil municipal,

Vu la délibération du conseil municipal n°2017/06.02 du 22 juin 2017 relative aux limites fixées aux pouvoirs délégués par le conseil municipal au Maire en matière financière,

Considérant la volonté de la Municipalité de mettre en place une structure préfabriquée sur le groupe scolaire Langevin,

Considérant qu'il y a lieu de solliciter le fonds de soutien à l'investissement public local

### DECIDE

Article 1er : Demander la sollicitation du Fonds de Soutien à l'Investissement Public Local à hauteur de 2 703 972 € pour réaliser les travaux de mise en place d'une structure préfabriquée intégrant l'ensemble des classes des deux écoles maternelles Bleuets et Anémones du groupe scolaire Langevin.

Article 2 : Signer tout acte et convention nécessaires à la demande de subvention et à son versement ainsi que tout acte et convention nécessaires à la mise en œuvre de ce projet.

Article 3 : Les recettes correspondantes à la subvention seront inscrites au budget de la commune.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente décision.

Article 5 : La Direction Générale est chargée de l'exécution de la présente décision dont copie sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le

- 4 AVR. 2018

**Monsieur Le Maire, Laurent RIVOIRE**  
Vice-Président de la Métropole Grand Paris



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 <sup>e</sup> CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300530-20180404-DM18_41-AI

N° 2718-41  
SLO

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### SOLLICITATION DU FONDS DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT PUBLIC LOCAL

Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.2122-22 et L.2212-2,

Vu la délibération du conseil municipal n°2017/06.01 du 22 juin 2017 portant délégation de pouvoirs au Maire par le conseil municipal,

Vu la délibération du conseil municipal n°2017/06.02 du 22 juin 2017 relative aux limites fixées aux pouvoirs délégués par le conseil municipal au Maire en matière financière,

Considérant la volonté de la Municipalité de procéder à la réalisation de la 2<sup>ème</sup> tranche du groupe scolaire Renoir,

Considérant qu'il y a lieu de solliciter le fonds de soutien à l'investissement public local

### DECIDE

Article 1er : Demander la sollicitation du Fonds de Soutien à l'Investissement Public Local à hauteur de 2 725 600 € pour réaliser les travaux de la 2ème tranche du groupe scolaire Renoir qui comprendra 9 classes élémentaires, un espace de restauration, un centre de loisirs et une salle polyvalente accessible en dehors des horaires scolaires.

Article 2 : Signer tout acte et convention nécessaires à la demande de subvention et à son versement ainsi que tout acte et convention nécessaires à la mise en œuvre de ce projet.

Article 3 : Les recettes correspondantes à la subvention seront inscrites au budget de la commune.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente décision.

Article 5 : La Direction Générale est chargée de l'exécution de la présente décision dont copie sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le

- 4 AVR. 2018

Monsieur Le Maire, Laurent RIVOIRE

Vice Président de la Métropole du Grand Paris



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 11/04/2018

Reçu en préfecture le 11/04/2018

N° D15\_18\_42

Affiché le

SLOW

ID : 093-219300530-20180311-DM18\_42-AI

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

**SOUS-REGIE D'AVANCES POUR LE  
FONCTIONNEMENT DES CENTRES DE  
VACANCES.**

**MODIFICATION DE LA LISTE DES  
CENTRES.**

Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966,

Vu les articles n° R1617-1 à R1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,

Vu la délibération n° 2017/06-01 du Conseil Municipal en date du 22 juin 2017 autorisant le maire à créer des régies communales en application de l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales,

Vu la décision n° D12/411 en date du 5 juillet 2012, portant création d'une régie d'avances pour le fonctionnement des centres de vacances,

Vu l'arrêté n° D04/48 en date du 2 juin 2004, portant création d'une sous-régie d'avances pour le fonctionnement des centres de vacances,

Vu la décision n° D15\_142 en date du 26 juin 2015, portant modification de la sous-régie d'avances pour le fonctionnement des centres de vacances,

Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006.

Vu l'avis conforme du Comptable public assignataire en date du 30 mars 2018,

**DECIDE**

Article 1<sup>er</sup> : La décision n° D15\_142 en date du 26 juin 2015 est abrogée.

Article 2 : L'arrêté n° D04/48 en date du 2 juin 2004 est modifié comme suit :

En son article 2 : Cette sous-régie est installée dans les divers centres extérieurs à la Ville de Noisy-le-Sec :

- Centre de vacances Les Flocons 74110 MORZINE
- Centre de vacances 300 rue Pietri 38250 VILLARS DE LANS
- CPIE PAYS DU TRONCAIS
- Bellevue Océan, 22 boulevard de l'Océan 56750 DAMGAN
- Ferme de la Sansonnette, Hameau Vicquetuit 76450 BOSVILLE
- Centre Nature Bon Vent, 87 rue de la Forêt 29250 SANTEC
- Centre « La Vieille Perrotine » 17310 Saint-Pierre-D'OLERON
- Centre Permanent d'initiation à l'Environnement 33 rue des Victimes-de-Comportet 02000 Merlieux et Fouquerolles
- Centre « Les Korrigans » Avenue du Golfe 44510 Le POULIGUEN
- L'Arche : Chalet de l'Arche, Le pré Joubert 05260 ANCELLE
- L'Aiglière : Chalet de L'Aiglière, Le pré Joubert 05260 ANCELLE
- Centre PEP Clairefontaine La Foutelaie 61700 PERROU
- Centre le Pêcher Saint Benoît 36170 ROUSSINES
- Centre de vacances CGCV Châteauvert 58500 OUAGNES
- La Valade Canton de Larche 19520 CUBLAC
- Maison de la Baie, 3 rue St Pierre 29890 PLOUNEOUR-TREZ
- village vacances Jardin Colonial 29253 ILE DE BATZ
- Châlet de l'arche Le Pré Joubert 05260 ANCELLE
- Châlet Blanche Neige Chef Lieu 73590 CREST VOLAND
- Château de Kersaliou route de Roscoff 29250 SAINT POL DE LEON
- Le mas de l'Artaude rue Jean-Aicart 83220 LE PRADET
- Les portes de l'Ardèche 07380 MEYRAS
- La Haute Maison lieu dit la ferme de la petite Loge 77850 LA HAUTE MAISON
- Domaine du Bel Air chemin de la Montée du Bois 10110 BAR-SUR-SEINE
- Morzine-Les Gets chalet « les Embrunes » 74110 MORZINE
- Colonie L'Espoir route de Carnon 30240 LE GRAU DU ROI
- La Maison du Golf route de Saint-Jacques 56370 SARZEAU
- Centre Elie Momboise 4 rue Pierre Curie 50580 PORT BAIL
- Centre PEP de Mandres les Roses 2 chemin du 8 mai 1945 94520 MANDRES LES ROSES
- Centre les Esnèques 37 Emile Hérault 14470 COURSEULLES SUR MER

En son article 6 : Monsieur le Maire et le Trésorier sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 3 : Les autres modalités de l'arrêté n° D04/48 en date du 2 juin 2004 restent inchangées.

Article 4 : La présente décision prendra effet dès son dépôt en préfecture.

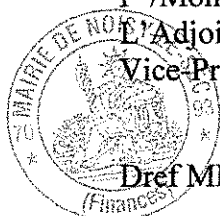
Article 5 : Cette décision est soumise aux mêmes règles de publication et de contrôle que les délibérations du Conseil Municipal.

Fait à Noisy-le-Sec, le 11 AVR. 2018

P°/Monsieur Le Maire, Laurent RIVOIRE

Adjoint délégué aux finances et à la vie associative

Vice-Président de l'Etablissement Public Territorial



Dref MENDACI



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 24/04/2018

Reçu en préfecture le 24/04/2018

Affiché le

ID : 093-219300530-20180411-DM18\_43-CC

N° 18-43

SLO

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### APPROBATION DU CONTRAT DE CESSION PASSE ENTRE L'ASSOCIATION « LES GROOMS » ET LA VILLE DE NOISY-LE-SEC (FÊTE DE LA MUSIQUE)

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en son article L 2122-18 et L2122-22,

Vu, la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de contrat présentée par l'Association « **LES GROOMS** » pour une représentation de « **LA BARONNADE** » qui aura lieu sous forme d'une déambulation à partir du parvis de la Médiathèque à 19h pour une durée de 1h30, **le 21 juin 2018 dans le cadre de la Fête de la Musique**,

#### D E C I D E

Article 1: Approuve le contrat de cession passé avec l'Association « LES GROOMS », ainsi que son annexe relative au transport, pour **un montant total de 3850,75 € TTC (trois mille huit cent cinquante euros et soixante quinze centimes)**, représentant 3692,50 € TTC de prestation artistique et 158,25 € de forfait de transport.

Article 2: Précise que ce contrat est passé pour la journée du **21 juin 2017** et qu'il prendra effet à sa date de notification.

Article 3: Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

Article 4: La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5: La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

A Noisy-le-Sec, le 11 avril 2018

P/o le Maire, Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 <sup>e</sup> CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 24/04/2018

Reçu en préfecture le 24/04/2018

Affiché le

ID : 093-219300530-20180409-DM18\_44-CC

N° 18-44

SLO

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre MARIE PROYART et la Ville pour La Galerie, centre d'art contemporain (exposition : «Mains, Sorts et Papiers »)

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant, la proposition de l'auteur artiste graphiste de créer un principe graphique décliné sur différents supports de communication dans le cadre de l'exposition : «Mains, Sorts et Papiers» pour la date du 15 mai 2018.

### DECIDE

**Article 1** : Approuve la convention de cession de droits d'auteur passée avec Marie Proyart sise 8 rue Polonceau – 75008 Paris, relative à :

- Frais de réalisation plafonnés à 200 € TTC (Deux cent euros toutes taxes comprises)
- Cession de Droits d'auteur, montant forfaitaire : 3465,00 € TTC (Trois mille soixante cinq euros Toutes Taxes Comprises)

**Article 2** : Dit que la convention est passée pour la date du 13 novembre 2017 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

**Article 3** : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 322.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5** : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 9 avril 2018

P/o le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 <sup>e</sup> CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 24/04/2018

Reçu en préfecture le 24/04/2018

Affiché le

ID : 093-219300530-20180409-DM18\_45-CC

N° 18 45  
SLO

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

***Demande de subvention annuelle de 25 000 € auprès de la Région Ile-de-France pour la conduite du projet Art et Culture de La Galerie centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec pour l'année 2018,***

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-880 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Dref MENDACI 5ème – adjoint au Maire, sur les secteurs des finances et de la vie associative.

Considérant, que la Région Ile-de-France soutien financièrement la Galerie centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec dans ses actions avec les lycées pour l'année 2018,

### DECIDE

#### Article 1 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter une subvention annuelle de 25 000 € auprès de la Région Ile-de-France pour le soutien pour la conduite du projet Art et Culture de La Galerie centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec dans ses actions avec les lycées pour l'année 2018,

#### Article 2 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents afférents à cette demande de subvention et à son versement.

#### Article 3 :

Dit que la recette correspondante sera inscrite au chapitre 74, article 7473, fonction 322 du budget de la ville.

#### Article 4 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

#### Article 5 :

La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 9 avril 2018

P/° le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 5<sup>ème</sup> adjoint au Maire  
chargé des finances et de la vie associative



Dref MENDACI

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 24/04/2018  
 Reçu en préfecture le 24/04/2018  
 Affiché le  
 ID : 093-219300530-20180404-DM18\_46-CC

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
 (art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

***Demande de subvention annuelle de 85 000 € auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Ile-de-France pour la conduite du projet artistique et culturel de La Galerie, centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec pour l'année 2018,***

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-880 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Dref MENDACI 5ème – adjoint au Maire, sur les secteurs des finances et de la vie associative.

Considérant, que la Direction Régional des Affaires Culturelles Ile-de-France soutien financièrement le projet artistique et culturel de la Galerie dans le cadre de la convention annuelle du centre d'art.

### DECIDE

#### Article 1 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter une subvention annuelle de 85 000 € auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Ile-de-France pour la conduite du projet artistique et culturel de La Galerie, centre d'art contemporain pour l'année 2018,

#### Article 2 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents afférents à cette demande de subvention et à son versement.

#### Article 3 :

Dit que la recette correspondante sera inscrite au chapitre 74, article 7473, fonction 322 du budget de la ville.

#### Article 4 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

#### Article 5 :

La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 4 avril 2018

**P/° le Maire Laurent RIVOIRE  
 et par délégation, le 5ème adjoint au Maire  
 chargé des finances et de la vie associative**

**Dref MENDACI**





DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 <sup>e</sup> CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 03/05/2018

Reçu en préfecture le 03/05/2018

Affiché le

ID : 093-219300530-20180423-DM18\_47-AI

N° 18 47  
SLO

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

**Approbation de l'avenant à la convention de production et présentation d'œuvre passée entre Sébastien REMY et la Ville pour la Galerie centre d'art contemporain (Exposition : « Une maison de poussière, une maison de pierre, une maison de »**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de l'artiste de concevoir, à réaliser et mettre en espace une œuvre produite et présentée pour l'exposition, «Une maison de poussière, une maison de pierre, une maison de», du 20 septembre au 21 juillet 2018.

Considérant que l'œuvre produite et présentée pour l'exposition est intitulée : Le café Noisy & dry (titre en cours), 2018, Malette pour distribution de cafés aux visiteurs du centre d'art en collaboration avec Cyril Verde.

Considérant que l'œuvre devra être installée pour le 18 mai 2018, dernier délai et non le 10 mars comme prévu initialement.

### DECIDE

**Article 1** : Approuve l'avenant à la convention de production et de présentation d'œuvre passée avec Sébastien REMY, sis, 4 boulevard du Temple, Chez Mme Perrier D'Ascoli 75011 Paris, relative à :

- Frais de réalisation : 1500 € TTC (Mille cinq cent euros toutes taxes comprises),
- Frais de repas à hauteur de 15 € (Quinze euros toutes taxes comprises) pour un repas le midi sur présentation d'une note de remboursement de frais de repas libellée à l'ordre de la Ville de Noisy-le-Sec, sans justificatifs correspondant.

**Article 2** : Dit que la convention est passée pour la date du 5 avril 2018 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

**Article 3** : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5** : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 23 avril 2018

P<sup>r</sup> le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 17/05/2018
Reçu en préfecture le 17/05/2018
Affiché le
ID : 093-219300530-20180517-DM18_48-AI

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

**Marché public N° 2017/4632**  
**Travaux de désamiantage et démolition des deux écoles Anémone et Bleuets**  
**Lot 1 : désamiantage et démolition des 2 écoles maternelles existantes**  
**Approbation de l'avenant n°1 au contrat signé avec la société Eccodec**

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du conseil municipal n°2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au maire par le conseil municipal,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction de Madame Harenger, 6<sup>ème</sup> adjoint au Maire et notamment son article 2,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et notamment son article 20,

Considérant la nécessité de conclure un avenant n°1 au marché de travaux de désamiantage et démolition des deux écoles Anémone et Bleuets

### DECIDE

**Article 1 :** De signer l'avenant n°1 au contrat avec la société Eccodec sise, 41 rue de l'Industrie à Saint Denis de l'Hôtel (45550),

**Article 2 :** Que l'objet de l'avenant est de prendre en compte les modifications apportées à l'opération à savoir :

- suppression des travaux de désamiantage et démolition de l'école Bleuets pour un montant de 120 068,55 € H.T. conformément à l'offre de base

**Article 3 :** Que l'avenant prendra effet à compter de sa notification à la société Eccodec

**Article 4 :** Copie de la présente décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny et M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le 17/05/2018.

P°/Monsieur le Maire,  
Et par délégation,


Mme Marie-Rose HARENGER



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 17/05/2018 N° 18-49  
Reçu en préfecture le 17/05/2018  
Affiché le   
ID : 093-219300530-20180503-DM18\_49-AI

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre Juliette POLLET et la Ville pour La Galerie centre d'art contemporain (Exposition : « Mains, Sorts et Papiers »)

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant, La Galerie, centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec, commande à l'auteure un texte édité dans le journal de l'exposition,

Considérant, que l'artiste s'engage à réaliser l'écriture du texte édité dans le journal de l'exposition et sa présentation publique le 18 mai 2018,

Considérant, que l'écriture du texte devra être réalisée avant le 10 avril 2018,

### DECIDE

**Article 1 :** Approuve la convention de cession de droits d'auteur passée avec Juliette POLLET, demeurant sise, 123, rue de Paris, 93100 Montreuil, relative à :

- Droits d'auteur : 400 € net (Quatre cents euros net)

**Article 2 :** Dit que la convention est passée pour la date du 11 avril 2018 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

**Article 3 :** Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 322.

**Article 4 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5 :** La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 3 mai 2018

P/° le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 <sup>e</sup> CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 17/05/2018

Reçu en préfecture le 17/05/2018

Affiché le

ID : 093-219300530-20180503-DM18\_50-AI

N° 18 50  
SLO

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

### **Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre Wagner MORALES et la Ville pour La Galerie centre d'art contemporain (Exposition : « Mains, Sorts et Papiers »)**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant, La Galerie, centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec, commande à l'auteur un texte édité dans le journal de l'exposition,

Considérant, que l'artiste s'engage à réaliser l'écriture du texte édité dans le journal de l'exposition et sa présentation publique le 18 mai 2018,

Considérant, que l'écriture du texte devra être réalisée avant le 10 avril 2018,

### **DECIDE**

**Article 1** : Approuve la convention de cession de droits d'auteur passée avec Wagner MORALES, demeurant sis, 31, rue de Mouzaïa, 75019 Paris, relative à :

- Droits d'auteur : 400 € net (Quatre cents euros net)

**Article 2** : Dit que la convention est passée pour la date du 11 avril 2018 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

**Article 3** : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 322.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5** : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 3 mai 2018

P/° le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine

  
Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 <sup>e</sup> CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 17/05/2018

Reçu en préfecture le 17/05/2018

Affiché le

ID : 093-219300530-20180503-DM18\_51-AI

N° 18 51  
SLOW

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

***Approbation de la convention de production d'œuvre passée entre l'Association DEBRIDES et la Ville pour la Galerie centre d'art contemporain « Et sait on jamais dans une obscurité pareille ? Édition de 24h »***

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition du Producteur de concevoir, réaliser et mettre en espace une œuvre performative de Myriam Lefkowitz « Et sait-on jamais dans une obscurité pareille, édition de 24h du samedi 28 avril à 17h au dimanche 29 avril à 17h, au Gymnase Léo Lagrange, à Noisy-le-Sec, avec les artistes : Jean-Philippe Derail, Ghyslaine Gau, Thierry Grapotte, Catalina Insignares, Julie Laporte, Florian Richaud et Yasmine Youcef,

Considérant que les différentes étapes auront lieu en fonction des dates ci-dessus mentionnées,

### DECIDE

**Article 1** : Approuve la convention de production d'œuvre passée avec l'Association Débrides représentée par Anaïs Collet présidente, 41, rue du Pré Saint Gervais – 93500 Pantin, relative à :

- Frais de réalisation et de production de l'œuvre 400 € TTC (Quatre cents euros Toutes Taxes Comprises).
- Frais de convivialité pour l'accueil des publics ainsi que pour les repas des artistes pendant les 24h à une hauteur maximum de 600 € TTC (Six cents euros Toutes Taxes Comprises).

**Article 2** : Dit que la convention est passée pour la date du 26 avril 2018 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

**Article 3** : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5** : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 3 mai 2018

P<sup>r</sup> le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 <sup>e</sup> CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
<b>NOISY-LE-SEC</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 17/05/2018	N° 18 52
Reçu en préfecture le 17/05/2018	
Affiché le	SLO
ID : 093-219300530-20180503-DM18_52-AI	

## DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal  
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

**Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre Pierre-Nicolas BOUNAKOFF et la Ville pour La Galerie centre d'art contemporain (Exposition : « Mains, Sorts et Papiers »)**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant, La Galerie, centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec, commande à l'auteur un texte édité dans le journal de l'exposition,

Considérant, que l'artiste s'engage à réaliser l'écriture du texte édité dans le journal de l'exposition et sa présentation publique le 18 mai 2018,

Considérant, que l'écriture du texte devra être réalisée avant le 10 avril 2018,

### DECIDE

**Article 1** : Approuve la convention de cession de droits d'auteur passée avec Pierre-Nicolas Bounakoff, demeurant sis, 184, boulevard Baille, 13005 Marseille, relative à :

- Droits d'auteur : 200 € net (Deux cents euros net)

**Article 2** : Dit que la convention est passée pour la date du 11 avril 2018 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

**Article 3** : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 322.

**Article 4** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

**Article 5** : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 3 mai 2018

P<sup>re</sup> le Maire Laurent RIVOIRE  
et par délégation, le 1<sup>er</sup> adjoint au Maire  
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY